



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

industrie

Question au Gouvernement n° 866

Texte de la question

POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ET CENTRALE D'HORNAING

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Candelier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Jacques Candelier. Monsieur le Premier ministre, la récession est confirmée. Le pouvoir d'achat régresse et le chômage atteint des records.

Plusieurs députés du groupe UMP. Eh oui !

M. Jean-Jacques Candelier. Ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts peuvent se faire du souci, car votre gouvernement persiste et signe dans l'austérité.

Plusieurs députés du groupe UMP. Bravo !

M. Jean-Jacques Candelier. Je n'ai pas fini.

Nous le disons avec force : pour développer l'économie et l'emploi, il faut faire le contraire de votre politique !
(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Au lieu d'interdire les licenciements injustifiés, vous précarisez les salariés et cassez le code du travail, main dans la main avec le MEDEF.

Au lieu de faire participer les revenus financiers au financement des retraites, vous voulez faire travailler les Français plus longtemps.

Au lieu d'augmenter tous les salaires, avec un SMIC à 1 700 euros bruts et l'indexation des salaires sur le coût de la vie, vous avez offert l'an dernier aux smicards un Carambar par jour, et vous gelez les traitements des fonctionnaires.

M. Patrice Verchère. Qui a voté pour eux ?

M. Jean-Jacques Candelier. Au lieu d'orienter les activités en nationalisant les banques et les grands groupes industriels, comme Renault ou E.ON, dont la centrale d'Hornaing ne suscite guère votre intérêt, vous vendez les participations de l'État.

Au lieu de faire la révolution fiscale contre les plus aisés et le grand capital, vous augmentez la TVA, impôt injuste, pour financer un cadeau supplémentaire de 20 milliards d'euros au patronat.

Enfin, au lieu de remettre à plat ce carcan des peuples qu'est l'Union européenne, vous suivez docilement ses injonctions libérales.

Monsieur le Premier ministre, je n'attends rien car j'ai l'impression que le Gouvernement rame dans la falaise !
(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Mais je vous le demande : comptez-vous stopper votre politique d'austérité, qui mine la société et fait le lit de la droite et de l'extrême droite ? Et que prévoyez-vous pour nous aider à sauver la centrale d'Hornaing ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.
(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Delphine Batho, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Monsieur le député, nous hésitions pour savoir lequel d'entre nous devait vous répondre, et plutôt que d'entrer dans des considérations sur ce que vous venez de dire de la politique du Gouvernement, qui n'est pas une politique d'austérité, je vous invite à soutenir nos efforts en vue de réorienter la construction européenne, notamment sur la question de l'énergie, enjeu concret autour duquel nous pouvons mener cette réorientation.

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)

Je veux vous répondre précisément sur la centrale d'Hornaing. Vous savez qu'un accord entre E.ON et les partenaires sociaux prévoyait que cette centrale à charbon fermerait en 2015, conformément aux règles de la directive européenne sur la nécessité de réaliser des investissements pour réduire les émissions polluantes, investissements qu'E.ON ne souhaite pas réaliser.

Le groupe a décidé de mettre fin à l'activité de cette centrale immédiatement, en 2013, mais la justice vient de donner raison aux salariés. Le Gouvernement souhaite que la décision de justice s'applique et que l'accord de 2010 entre le groupe E.ON et les organisations syndicales, prévoyant le maintien de l'activité jusqu'en 2015, soit respecté.

Par ailleurs, nous aurions souhaité que cette centrale d'Hornaing soit transformée en cycle combiné gaz. Cet exemple illustre la difficulté dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Union européenne, au moment où le charbon devient plus rentable que le gaz, faute d'un prix élevé du CO₂. C'est pourquoi nous souhaitons qu'un objectif du prix du CO₂ soit fixé en Europe à l'horizon 2030, de façon à réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre. C'est le moyen d'assurer la rentabilité des cycles combinés gaz qui permettrait de maintenir l'emploi à Hornaing. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Candelier](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 866

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 mai 2013](#)